Société des Nations

INSTITUT INTERNATIONAL DE ROME POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

COMITÉ POUR L'ARBITRAGE

Deuxième session: Rome, 13-18 janvier 1935

COMPTÉ RENDU DES TRAVAUX DU COMITÉ

------------------------------

--------

Rome, Avril 1935
TABLE DES MATIÈRES

Compte-rendu des travaux du Comité, deuxième session:
Rome, 13-18 janvier 1935.

Annexes

1.- Premières lignes d'un avant-projet de loi uniforme adoptées par le Comité le 18 janvier 1935.

(Traduction anglaise des "Premières lignes d'un avant-projet de loi uniforme, adoptées par le Comité le 18 janvier 1935").

3.- Avant-projet d'une loi internationale sur l'arbitrage établi selon les lignes adoptées par le Comité à la session de Brioni.

4.- Procès-verbaux de la première session : Brioni, 13-18 août 1934
COMITÉ POUR L'ARBITRAGE

Deuxième session: Rome, 13-18 janvier 1935

COMPTÉ RENDU DES TRAVAUX DU COMITÉ

L'art. 1 (art. 1 Br.) vise la capacité requise des parties pour stipuler un compromis.

Le principe établi par l'art. 1 (Br.) reconnaît capable de compromettre toute personne capable de disposer librement du droit sur lequel porte le compromis. Cette règle est restreinte par la disposition que "la faculté de compromettre en certaines matières peut être exclue par les lois nationales" (Art. 7 al. 2 Br.).

La règle, explicitement stipulée, que pour compromettre il faut pouvoir disposer librement de son droit pourrait mal comprendre en Angleterre. Dans la loi anglaise la capacité supposée et par cette raison il manque toute précision législative. La règle explicitement exprimée, pourrait être interprétée comme donnant lieu à une restriction de droits.

Dans cette règle sur la capacité des parties est attestée la formule objective: "capacité de libre disposition". La formule subjective "capacité de s'obliger" serait préférable; la formulation serait en ce cas: "Toutes personnes capables de s'obliger peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition". La formule objective exige la disponibilité du droit; la formule subjective la capacité d'en disposer.

Toutefois le Comité décide, pour ne pas se heurter au droit anglais, qui considère que la loi est destinée aux personnes capables, de maintenir la formule objective.

1) La numération des articles correspond à celle des articles de l'Avant-Projet de la loi uniforme, adopté par le Comité le 18 janvier 1935.
Les articles suivis d'un "(Br.)" se réfèrent aux articles de l'Avant-Projet d'une loi internationale sur l'Arbitrage, élaboré selon les lignes adoptées par le Comité pour l'Arbitrage à la session de Brikoni, 13-18 août 1934.
Le Comité juge opportun de supprimer l'exception précisée de l'al. 2. Enfin, il ne semble pas utile au Comité d'ajouter explicitement à la règle de capacité (al. 1) la restriction que cette règle est limitée par des prescriptions contraires de la loi nationale des parties ou de l'une des parties, c'est-à-dire que les lois nationales ont la possibilité de soustraire certains ordres de contestations à l'empire de la loi uniforme. Une telle formule aurait en outre des difficultés à être acceptée par les pays anglo-saxons.

Art. 1 (art. 1 Br.)

Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition.

L'art. 2 (art. 2 Br.) stipule une restriction pour la validité des compromis qui se rapportent à des contestations futures.

L'art. 2 (Br.) n'admet pas la validité d'un compromis concernant des contestations futures que si celles-ci portent sur un rapport de droit déterminé ou sur des contestations qui en découlent. L'article est inspiré du principe qu'un compromis concernant des contestations futures n'est valable que si ces contestations sont précisées (c'est-à-dire que le litige concerne un rapport de droit déterminé ou des contestations qui en découlent).

Le Comité est d'avis que la formule "et les contestations qui en découlent", formule qui dérive de la loi allemande, ne traduit peut-être pas exactement le sens du texte allemand et qu'il serait plus logique de dire: "les contestations qui découlent d'un rapport de droit déterminé". Etant donné en outre que la formule "un rapport de droit déterminé" ne serait pas compris en Angleterre et pour faire mieux comprendre le sens de cet article, le Comité adopte la formule: "... contestations qui découlent d'un contrat ou autre rapport de droit déterminé", l'article est accepté dans ces termes.
Art. 2 (art. 2 Br.)

Un compromis sur des contestations futures n'est valable que s'il concerne les contestations qui découlent d'un contrat ou autre rapport de droit déterminé.

L'art. 3 (art. 3 Br.) envisage les conditions de forme auxquelles la convention arbitrale est assujettie.

Le Comité est d'avis qu'on devrait éviter la double terminologie qui se trouve dans le projet de Brioni: "Tribunal arbitral" et "juridiction arbitrale" et admet, en se passant de la discussion si l'arbitrage constitue une juridiction, qu'il serait utile de se servir de la terminologie uniforme de "juridiction arbitrale".

L'art. 3 (Br.) fixe que le compromis soit rédigé par écrit et signé par les parties, mais ne prévoit pas de sanction pour le cas que les parties n'aient pas rempli ces formes. Le Comité croit nécessaire qu'on doit exiger à peine de nullité l'observation de ces formes, car autrement on aurait des compromis verbaux. L'opinion anglaise est opposée à ce qu'on exige que le compromis soit stipulé par écrit et trouve que la formule proposée restreint excessivement les possibilités de faire recours à l'arbitrage. En Angleterre l'arbitrage fait d'après l'Arbitration Act jouit de facilités spéciales, tandis que ceux qui ne sont pas faits d'après cet Act n'en jouissent pas, mais sont tout de même valables.

Le Comité décide d'exiger à peine de nullité que la convention arbitrale soit rédigée par écrit et signée par les parties, mais admet en revanche, pour donner satisfaction à l'opinion anglaise, qu'on devrait laisser en même temps la possibilité de considérer valables des arbitrages irréguliers en stipulant que la nullité résultant de l'absence d'un écrit, ne peut pas être invoquée en ce qu'elle concerne une question donnée s'il résulte du procès-verbal ou de la sentence, que les parties ont
comparu devant la juridiction arbitrale et que, par leur conduite, elles ont renoncé à se prévaloir de la nullité.

L'al. 2 de l'art. 3 (Br.) concerne la modification et l'extension de l'objet de la convention arbitrale et établit que la modification ou l'extension peut être faite même tacitement par les parties devant la juridiction arbitrale. Toutefois le Comité juge nécessaire qu'on doit exiger pour la modification les mêmes formes et la même sanction comme pour le compromis.

Le Comité décide de changer la formule: "Son objet peut être modifié ou étendu" et de dire simplement: "Son objet peut être modifié" puisque le terme "modifié" comprend aussi le terme "étendu". Toutefois il existe des doutes s'il ne serait pas prudent de maintenir les deux mots "modifié et étendu" pour empêcher des contestations qui pourraient surgir, parce qu'on pourrait affirmer que l'objet de la convention peut être modifié, mais non pas élargi.

Pour la disposition déjà précitée, qui établit que les parties peuvent se prévaloir de la nullité, le Comité s'est laissé guider par les considérations suivantes: Ce qui intéresse surtout dans la pratique c'est que soit bien établie quelle est la question qui est soumise au jugement de la juridiction arbitrale. C'est pourquoi la comparution des parties devant les arbitres n'est pas suffisante pour la validité du compromis ou de la modification du compromis et que la nullité ne peut pas être couverte par la comparution seule des parties. Le compromis ou la modification du compromis doit résulter du procès-verbal ou de la sentence ce que permettrait d'empêcher des objections purement formelles. En observant que ce qu'on envisage par le mot "comparution" est ce que la loi allemande appelle "litiscontestatio", le Comité se demande si on ne devrait pas adopter la formule "si les parties s'engagent dans la discussion de fond". Cette formule pourrait soulever, selon l'avis de quelques membres du Comité, des difficultés parce qu'il est parfois difficile d'établir si une question est
question de fond ou purement formelle. Le Comité est d'accord que la nullité doit être couverte seulement dans le cas où les parties ont comparu et manifesté nettement leur volonté de ne pas se prévaloir de la nullité. Il adopte comme nouvelle formule de l'art. 3:

Art. 3 (art. 3 Br.)

La convention arbitrale doit être stipulée par écrit et signée par les parties à peine de nullité. Elle peut être modifiée de la même manière. La nullité, toutefois, est couverte, en ce qui concerne une question donnée, s'il résulte du procès-verbal ou de la sentence que les parties ont comparu devant la juridiction arbitrale et que, par leur conduite, elles ont renoncé à se prévaloir de cette nullité.

L'art. 4 (art. 10 et 10 Br.) concerne la compétence de l'autorité judiciaire dans les cas où la validité de la convention arbitrale est contestée. L'art. 4 édicte la règle, qu'il n'appartient pas aux arbitres de statuer dans ces cas sur leurs compétence (Kompetenzzkompentenz), mais que c'est l'autorité judiciaire, qui doit trancher une telle controverse, et qu'elle doit la trancher avant que les arbitres puissent entrer dans l'examen de fond du litige. Etant donné que ces cas sont prévus dans les articles 4 (Br.) et 10 (Br.), le Comité décide de les réunir dans un article unique (Art. 4).

L'art. 4 (Br.) envisage le cas où les stipulations de la convention arbitrale rompent l'égalité entre les parties en ce que concerne la constitution du tribunal arbitral, - sans que cette restriction à la constitution du tribunal arbitral soit dite explicitement. Le fait, que l'art. 4 al. 1 (art. 4 Br.) ne concerne que l'égalité des parties pour l'organisation de la juridiction arbitrale et n'ont pas aussi l'égalité des parties au cours de la procédure arbitrale, ressort de la place où on a mis cette disposition (ainsi que du Procès-verbal de la Session de Brioni p. 7).

L'art. 4 (Br.) a été conçu dans l'esprit, que si une convention arbitrale contient des dispositions de privilège pour l'une des parties, elle est de nul effet. Cet article est pris de
la loi allemande qui s'oppose à ce sujet au droit anglais.

Selon la loi anglaise il serait difficile d'accepter, que la convention arbitrale soit de nul effet, si elle contient des dispositions assurant à l'une des parties une situation plus avantageuse qu'à l'autre en ce qui concerne notamment la nomination des arbitres.

Pour donner satisfaction au droit anglais, le Comité renonce au règlement rigoureux de l'art. 4: qu'une convention arbitrale qui porte atteinte au principe de l'égalité des parties "est de nul effet" et le substitue par une sanction moins sévère: L'autorité judiciaire peut à la requête de l'une des parties refuser de donner effet à une telle convention. Le terme "refuser de donner effet" est choisi en considération de la législation anglaise.

D'autre part le projet de Brioni avait tâché de donner satisfaction au droit anglais par l'art. 10. L'art. 10 représente une concession faite au droit anglais. Les principes qui sont en vigueur en Angleterre sont visés par cet article ("que l'autorité judiciaire peut refuser de donner effet à une convention arbitrale, si l'intérêt de tiers l'exige, ou si la contestation visée par cette convention est en connexion étroite et directe avec un litige déjà pendant en justice").

Le Comité décide d'insérer l'art. 10 (Br.) comme alinéa 2 à l'art. 4. Aussi ici l'autorité judiciaire n'est pas obligée à refuser de donner effet à la convention arbitrale. L'autorité judiciaire doit juger elle-même, si le cas est tel de prendre cette mesure, avec la différence que dans l'al. 2 elle peut refuser même d'office de donner effet à une convention, tandis que dans l'al. 1, la requête de l'une des parties est nécessaire.

Le Comité est d'accord que le cas, où la convention arbitrale stipule des contestations, qui mettent en jeu les intérêts d'une tierce personne, doit être soumis à la sanction de l'al. 2; c'est-à-dire que de telles contestations doivent être soustraites à la solution par des arbitres, si les intérêts de la tierce personne sont de nature que l'autorité judiciaire doit être sollicitée.
La suggestion de remplacer "l'intérêt de tiers" par: "intérêt juridique de tiers" n'est pas acceptée comme le Comité est d'avis qu'il se peut qu'un intérêt économique ou même purement moral d'un tiers conseille de ne pas donner effet à une convention arbitrale.

Al. 2, c. Il n'est pas, en principe, illicite de soumettre à des arbitres un différend, qui est en connexion avec un litige dont est saisi déjà un tribunal judiciaire. L'illicité et le refus de donner effet à la convention peuvent cependant résulter de ce que la contestation soumise aux arbitres est en connexion étroite avec un litige déjà pendant en justice. Le Comité est d'accord qu'il suffit de dire: "connexion étroite" au lieu de "connexion étroite et directe" prévu par l'art. 10 (Br.).

Le Comité élargit à cause des considérations suivantes la portée de l'art. 10 (Br.), devenu art. 4 al. 2 par un troisième point.

La nouvelle loi anglaise(1) établit, que les arbitres ne peuvent pas se prononcer lorsqu'il s'agit d'établir si l'une des parties n'a pas été honnête, si elle est en fraude. C'est seulement la Cour qui peut se prononcer dans ces cas. Le Comité, toutefois, est d'avis qu'on ne pourrait pas empêcher qu'il y ait un arbitrage dans tous les cas où l'honnêteté ou la moralité de l'une des parties est en cause. Mais autre chose est, si une question de droit pénal est en jeu. Il est évident que dans ce cas là, ce n'est pas une juridiction privée qui peut le faire, ce domaine étant réservé exclusivement à l'autorité judiciaire de l'Etat. Le Comité juge utile d'insérer ce fait dans le projet. Il tombe d'accord, pour couvrir l'ancienne tripartition en crime, délit et contravention, de dire comme expression la plus appropriée: "un fait délictueux" (al. 2, b).

Art. 4 (art. 4 et 10 Br.)

L'autorité judiciaire peut, à la requête de l'une des parties, refuser de donner effet à une convention arbitrale si celle-ci concède à l'une des parties une situation plus avantageuse qu'à la partie adverse.
Il peut refuser, même d’office, de donner effet à une convention arbitrale:

a) - si l’intérêt de tiers l’exige;

b) - si la contestation implique qu’un fait délictueux a été commis par l’une des parties;

c) - si elle est en connexité étroite avec un litige déjà pendan en justice.

Art. 5. - Puisque l’art. 9 (Br.) entre dans la partie de la convention arbitrale, le Comité décide, pour réunir tous les articles régissant la convention arbitrale, de le mettre tout de suite après l’art. 4 comme nouvel art. 5. Les articles 1-5 contiennent donc les dispositions sur la convention arbitrale, tandis que avec l’art. 6 commence la partie du projet qui se rapporte à la juridiction arbitrale.

L’art. 9 (Br.) stipule que la convention ne peut plus être invoquée par une partie: 1. "lorsque cette partie a manifesté clairement sa volonté de ne pas s'en prévaloir ou de ne pas être liée par cette convention"; 2. "lorsqu'elle, après qu'une demande tendant à l'application de la convention arbitrale a été présentée, s'est opposée à cette demande etc.; lorsqu’elle a saisi du litige l'autorité judiciaire"; 3. "sauf l'hypothèse où elle n'a voulu provoquer qu'une simple mesure conservatoire".

Le Comité est d'avis qu'il suffit de dire "manifesté sa volonté" et qu'on peut par cette raison supprimer le mot "nettement". Comme le deuxième alinéa de cet article ne fait que présenter des exemples de cas, dont la solution découle de la règle visée par le premier alinéa, le Comité décide de supprimer l'al. 2. La proposition, d'ajouter à cet article la formule du deuxième alinéa de l'art. 4 du Protocole de Genève de 1923, n'est pas acceptée puisqu'il s'agit là d'une question de code de procédure et le Comité ayant décidé à la session de Brioni de ne pas introduire cette question dans le projet.
Art. 5 (art. 9 Br.)

Une partie ne peut plus invoquer une convention arbitrale lorsqu'elle a manifesté sa volonté de ne pas s'en prévaloir ou de ne pas être liée par cette convention. Le fait de demander en justice une simple mesure conservatoire, n'empêche pas d'invoquer une convention arbitrale.

Les articles 6-11 contiennent les dispositions sur la juridiction arbitrale.

L'art. 6 (art. 5 Br.) stipule les règles qui concernent la composition du tribunal arbitral et prévoit, ensemble avec les articles 6, 7, 8 et 9 les dispositions se rapportant à la désignation des arbitres.

Le Comité tient d'abord compte de ce que dans la langue juridique française on ne fait pas de différence entre "désigné" et "nommé" et que dans la traduction italienne on pourrait adopter le mot "nominato" pour préciser qu'il ne s'agit pas de "designazione".

L'al. 1 établit que les parties peuvent à leur gré désigner l'arbitre ou les arbitres, soit dans la convention, soit postérieurement à cette convention. Cet alinéa a le seul but d'établir, qu'il n'est pas nécessaire, que les arbitres soient nommés dans la convention, mais qu'ils peuvent être nommés aussi postérieurement. Il ne s'agit donc pas dans cet alinéa de la façon dont les arbitres sont nommés. C'est pourquoi le Comité rejette de formuler cette disposition de la manière suivante: "peut être désigné nommément ou d'une autre façon appropriée", disposition qui vise la façon de nommer un arbitre et contient aussi le cas, où les parties n'ont pas désigné nommément un arbitre, mais fait une convention qui établit, qu'en cas de différend, la nomination des arbitres doit être effectuée par une personne ou un corps spécifié (p. ex. Chambre de commerce internationale).
L'al. 2 de l'art. 5 (Br.) contient la disposition supplé-
tive fixant que, lorsque la convention arbitrale est muette à cet
égard, chacune des parties désigne un arbitre et que ces deux arbi-
tres choisissent un troisième arbitre, auquel il appartient de pré-
sider la juridiction arbitrale. Cette disposition est inspirée du
principe, que la composition de la juridiction arbitrale "doit
être réglée souverainement par les parties sans aucune restriction
de la liberté de celles-ci" (Procès-verbal de Brioni p. 7).

Le Comité se prononce dans le sens, qu'il doit être éta-
bli explicitement que, si les parties ont nommé seulement deux ar-
bitres et n'ont pas pourvu à la désignation d'un troisième arbi-
tre, ce troisième doit également être nommé. Par "troisième arbi-
tre" doit être entendu un arbitre autre que ceux nommés par les
parties, dans ce sens que, si les parties auront nommé un nombre
pair d'arbitres p. ex. quatre, ce sera le cinquième qui devra être
nommé.

La disposition visant la désignation du troisième arbi-
tre, devient le nouvel al. 3. Le troisième arbitre est de droit
président de la juridiction arbitrale (v. art. 20 al. 1).

En ce que concerne l'impartialité des arbitres, le Comi-
té envisage l'institution anglaise de "l'umpire". La nouvelle loi
anglaise établit que, sauf stipulation contraire, on doit faire
lieu en tout cas à la nomination de l'umpire. Elle s'inspire du
fait, d'après lequel les arbitres nommés par les parties ne sont
que leurs avocats, de sorte qu'il faut confier le jugement à un
tiers arbitre impartial, qui est seul tenu à être impartial.

Pour cette raison c'est, selon le système anglais, l'o-
pinion de l'umpire, qui domine et ce n'est pas l'opinion de la mé-
jorité, qui établit la sentence. Le Comité s'oppose à cette solu-
tion du système anglais et est surtout contraire à ce qu'on dirait
explicitement, que c'est seulement le troisième arbitre, qui a le
dévoir d'être impartial, sans que le Comité veuille imposer d'autre
part expressément dans la loi à tout arbitre une obligation
d'impartialité. Contre la partialité des arbitres, le Comité décide de donner un recours fondé sur la partialité des arbitres (art. 27 n. 5).

Le Comité est d'avis qu'on doit supprimer l'al. 3 de l'art. 5 (Br.) qui vise le cas, que les parties appartiennent à des nationalités différentes et que chacune entre elles ait choisi un arbitre de sa nationalité, comme il ne s'agit que d'un simple desiderata, mais qu'on doit enregistrer dans les Actes du Comité le vœu que, si les parties sont de nationalités différentes et que chacune ait désigné un arbitre de sa nationalité, il est désirable que le troisième arbitre appartienne à une troisième nationalité.

Art. 6 (art. 5 Br.)

L'arbitre ou les arbitres peuvent être désignés, soit dans la convention arbitrale, soit postérieurement à cette convention.

Sauf stipulation contraire, chacune des parties désigne un arbitre et les arbitres désignent le président de la juridiction arbitrale.

Sauf stipulation contraire, les arbitres, lorsqu'ils sont en nombre pair, désignent avant d'entrer en fonction un troisième arbitre, qui est de droit le président de la juridiction arbitrale.

Art. 7.- L'art. 6 al. 1 (Br.) prévoit le cas où la désignation d'un arbitre doit être faite par l'une des parties. Il stipule, que "la partie poursuivante fait connaître par écrit à la partie adverse l'arbitre qu'elle choisit, avec sommation de désigner de son côté son arbitre dans le délai d'une semaine".

Le Comité décide de remplacer le terme "partie poursuivante" par "la partie qui se prévaut de la convention arbitrale". Il juge en outre opportun de régler la communication à la partie adverse, ainsi que le délai, dans un nouvel al. 2 et adopte comme nouvel al. 1 la formule: "La partie qui se prévaut de la convention arbitrale précise la contestation qu'elle soulève et désigne son arbitre."
Dans le cas que le compromis établit tout simplement que tout différend dérivant d'un contrat sera soumis à la juridiction arbitrale, la contestation qu'il s'agit de soumettre à mont donné aux arbitres n'est pas fixée et il faut la fixer ment, où on nomme les arbitres. Cette lacune est comblée par nouvel al. 1.

Le Comité est d'avis qu'il est nécessaire, que la partie qui prévaut de la convention arbitrale, communique le nom son arbitre à l'autre partie. Cette disposition se trouve de loi allemande. En ce que concerne la forme de cette communication le Comité est d'accord, qu'on doit exiger que la communication soit faite par lettre recommandée.

En ce que concerne la question du délai, le Comité cherche de trouver un système simple, et pour cette raison tomber la procédure de la sommation prévue par l'art. 6 al. (Br.). Il trouve des difficultés d'accepter la formule angl "délai équitable". De prendre comme point de départ du délai moment où l'on a envoyé la lettre, aurait comme conséquence devrait fixer des délais différents en rapport à la distance Comité décide par ces raisons de fixer comme point de départ délai le moment où la lettre doit être normalement arrivée tination. Le délai lui-même est fixé à 15 jours.

Le Comité est d'accord d'insérer comme al. 3 la disposition, que la même règle doit s'appliquer au cas où la partie confié à une tierce personne la nomination de son arbitre, prévue par la loi polonaise.

L'al. 2 de l'art. 6 (Br.) établit, que la partie nommé son arbitre est liée par cette nomination dès que l'autre partie a reçu communication de cette nomination. En Angletex., la partie est liée à partir du moment où elle a envoyé communication. Le Comité est d'avis qu'on peut se borner à que la partie est liée par la nomination de son arbitre et peut laisser à la législation des différents pays d'établir à quel moment la partie doit être considérée comme li
En conséquence le Comité décide de supprimer l'al. 2 (Br.).

Art. 7 (art. 6 Br.)

La partie qui se prévaut de la convention arbitrale précise la contestation qu'elle soulève et désigne son arbitre.

Elle en donne avis par lettre recommandée à l'autre partie. Celle-ci désigne son arbitre dans le délai de quinze jours à partir de la date à laquelle cette lettre a dû normalement parvenir à destination.

La même notification doit être faite à la personne qui, en vertu de la convention arbitrale, est chargée de nommer un arbitre.

L'art. 6 (art. 7 Br.) vise l'hypothèse, qu'après la constitution de la juridiction arbitrale un arbitre vient à manquer. Dans le cas où l'arbitre n'a pas été désigné par la convention arbitrale, il doit avoir lieu à son remplacement. "Si un arbitre qui n'a pas été désigné dans la convention arbitrale vient, de quelque manière que ce soit, à faire défaut, la partie qui l'a désigné doit, sur la sommation de la partie adverse, pourvoir à son remplacement dans le délai d'une semaine. Si un arbitre désigné dans la convention arbitrale vient à faire défaut, la convention, sauf stipulation contraire, devient caduque".

Pour mettre en harmonie le délai de cet article avec celui de l'article précédent, le délai d'une semaine est remplacé par un délai de 15 jours.

L'expression: "un arbitrage qui vient à faire défaut" couvrant tous les cas, le Comité décide de supprimer les mots "de que quelque manière que ce soit".

Comme l'art. 7 (Br.) envisage dans sa première phrase seulement les cas où un arbitre désigné par les parties vient à faire défaut et ne tient pas compte du cas où un arbitre doit être désigné par une personne tierce, le Comité est d'avis que dans la nouvelle formulation de l'al. 1 on doit inclure aussi ce cas. Le Comité décide en outre de prévoir pour le cas de l'al. 1 l'hypo-
L'art. 7 (Br.), qui est une adaptation du système al-
and, distingue deux cas: le premier, où on a voulu surtout l'a-
bitrage (arbitre non désigné dans le compromis) et le second où
a voulu surtout l'arbitre (arbitre désigné dans le compromis).
L'article représente une transaction entre le droit anglais, qui ad-
en tout cas le remplacement et le droit français qui dans aucun
cas n'admet le remplacement.

Le Comité s'était inspiré par le principe que, lorsque
une convention désigne nommément un arbitre ou des arbitres, c'e-
t à cause de la confiance qu'on a en eux. Cela veut dire, que les
personnes de ces arbitres sont une condition essentielle de la c-
vention et que, si cette condition vient à faire défaut, la con-
tention tombe, système qui existe dans un certain nombre de pays.

Dans la législation anglaise, la distinction entre a-
bitres non désignés par la convention et arbitres désignés par
convention n'existe pas. Le principe anglais est celui que, si
parties préfèrent d'avoir un arbitrage au lieu d'un litige deva-
la Cour, on doit toujours leur laisser la possibilité de rempla-
l'arbitre qui a fait défaut.

L'opinion anglaise pourrait accepter, que la conve-
 soit caduque lorsqu'un seul arbitre a été désigné et celui-ci a
fait défaut. Mais s'il y a plusieurs arbitres, l'opinion angla-
ne pourrait pas concevoir que la convention devienne caduque pa-
le fait que l'un d'eux a fait défaut, comme les parties ont vou-
l'arbitrage et pas le litige et on ne pourrait pas restreindre
leur liberté de recourir aux arbitres.

Désireux de stipuler une solution de compromis entre
système anglais d'une part et les autres systèmes d'autre part,
Comité discute si on devrait insérer la formule: "Si un arbitre
été désigné dans la convention arbitrale en raison de ses quali-
personnelles....". Mais comme cette formule demande une recherc
sur l'intention des parties pour savoir, si telle personne a été
vraiment choisie en raison de ses qualités personnelles, et pui
qu'on devrait justement éviter de faire des recherches sur l'in
moment pour mémoire, de la proposition anglaise, en parenthèse: "(en raison de ses qualités personnelles)".

Le Comité est d'accord pour que la convention ne devienne pas caduque dans le cas, où la convention envisage "une contestation future si, au moment où celle-ci vient à surgir, l'arbitre est en mesure d'en connaître". Elle décide d'ajouter cette restriction à l'al. 2. Cette solution est trouvée sur la base de la loi suédoise, qui fait une distinction entre le cas où l'arbitre meurt et les autres cas d'empêchement. Dans le cas de maladie, absence etc. où l'arbitre est temporairement empêché, l'arbitre pourra connaître des différends futurs.

Art. 8 (art. 7 Br.)

Si un arbitre qui n'a pas été désigné nommément dans la convention arbitrale meurt ou devient incapable ou donne sa démission, il est pourvu à son remplacement dans un délai de quinze jours de la même manière qu'il avait été nommé. Si un tel arbitre est récusé ou révoqué, il est pourvu à son remplacement par l'autorité judiciaire.

Si l'arbitre qui vient à faire défaut avait été désigné nommément dans la convention arbitrale elle-même (en raison de ses qualités personnelles) et que les parties ne s'entendent pas pour le remplacer, la convention arbitrale, sauf convention contraire, devient caduque. Elle demeure cependant valable en ce qui concerne une contestation future si, au moment où celle-ci vient à surgir, l'arbitre est en mesure d'en connaître.

Art. 9.- L'art. 8 (Br.) établit la règle que, si "les arbitres ne se sont pas entendus sur le choix d'un troisième arbitre, le tribunal, sur conclusion de l'une des parties, désigne l'arbitre ou le troisième arbitre". La même règle joue pour le cas où la personne invitée à désigner un arbitre ne l'a pas fait dans le délai prescrit.
I.

Le Comité juge utile de ne pas exiger, que c'est seulement "sur conclusion d'une des parties", que le tribunal peut céder à la désignation de l'arbitre.

En ce qui concerne le tribunal qui doit nommer l'arbitre, le Comité est d'avis que, s'il n'est rien établi, c'est le tribunal de la partie qui prend l'initiative pour demander la nomination. Mais le Comité décide d'examiner plus tard s'il n'y a pas lieu à introduire une disposition spéciale.

Le Comité tient compte de ce qu'il y a des législativa qui établissent, que contre la décision du tribunal il n'y a pas de recours, et que cette disposition a l'efficacité de faciliter l'arbitrage. Il pense qu'il y a d'intérêt d'introduire cette disposition comme al. 2 et on décide ainsi.

Art. 9 (art. 8 Br.)

Si la personne invitée à désigner un arbitre ne l'a fait dans le délai prescrit, ou lorsqu'il s'agit de la décision d'un troisième arbitre, l'autorité judiciaire désigne l'arbitre ou le troisième arbitre.

Cette décision n'est pas susceptible de recours.

Comme l'art. 11 (Br.) vise la sentence, tandis que les articles 12, 13, 14 visent les arbitres, le Comité décide de déplacer l'art. 11 et passe à l'examen de l'art. 12 (Br.).

Art. 10. (art. 12 Br.) contient les règles touchant la capacité et la récusation des arbitres. Le Comité, étant favorable à une solution élargissant autant que possible la capacité d'être arbitre, n'avait, à la session de Brioni, admis d'incapacité que dans le cas du mineur de 18 ans et dans celui des intendants. En revanche, la possibilité de récuser l'arbitre avait été admise dans une série de cas (Procès-verbal de Brioni p. 10): à l'arbitre est: 1. mineur âgé de plus de 18 ans; 2. existe des doutes sur son honnêteté, impartialité ou indépendance; 3. par une raison quelconque, il n'est pas en condition d'accomplir ses fonctions.

Le Comité examine la question, si on devrait maintenir cette distinction entre les cas d'incapacité et les cas de récusation. Selon la loi suédoise, il n'existe pas dans tous les cas d'indication l'incapacité à être arbitre. Il ne peut qu'en
personne ne soit interdite pour des raisons qui ne l'empêchent pas d'être bon juge (p. ex. le cas d'un gaspilleur). La loi italienne vise ces deux cas par : l'interdizione et l'inabilitazione. Les "inabilitati" peuvent être nommés arbitres, les interdits non. Il en est de même d'après la loi française.

Le cas pratique qui peut se présenter est celui qu'on nomme arbitre un fou, afin de ne pas donner suite à la convention. Si on considère ce cas comme un cas de récusation, ce n'est que l'article présent qui peut jouer, et c'est la partie qui l'a nommé qui doit le remplacer. Il serait mieux que dans ce cas l'art. 8 s'applique immédiatement, comme c'est le cas en France.

La raison qui parle en faveur de la distinction entre les cas d'incapacité et les cas de récusation est celle-ci: si on établirit, que le mineur de 18 ans peut être récusé et si on ne le récuse pas, on peut avoir un arbitre de 10 ans.

Le Comité est tout de même d'avis qu'on simplifierait beaucoup la matière en supprimant la distinction entre les cas d'incapacité et les cas de récusation, et en décide ainsi.

En revanche, par la formule finale de l'al. 2 : "lorsque l'arbitre n'est pas en condition d'accomplir de façon satisfaisante sa fonction ou ne peut pas l'accomplir dans un délai raisonnable, il peut être récusé", la possibilité de récuser les fous, les malades, les prisonniers etc. sera comprise.

Le Comité est d'accord de dire dans l'al. 1, que toute personne, âgée de 18 ans, peut être nommée arbitre et d'établir dans l'al. 2 tous les motifs de récusation, mais de ne pas mettre explicitement l'interdiction parmi ces cas. Dans l'al. 3 sera établi le cas de l'impartialité et de l'indépendance.

Le Comité est d'avis qu'on doit formuler l'al. 2 d'une manière plus précise.

En ce que concerne la possibilité de récuser un arbitre à cause des doutes sur son honnêteté, le Comité se demande si on ne devrait pas remplacer "l'honnêteté" d'un arbitre par une
expression plus précise, comme celle qu'on avait adopté à Brioni: "lorsqu'elle a été frappée d'une condamnation la rendant indigne d'exercer cette fonction" (Brioni, p. 10). La difficulté d'accepter une telle formule consiste en ce que des doutes sur l'honnêteté de la personne peuvent surgir même par le fait, que celle-ci est pour suivie sans avoir subi une condamnation définitive. D'autre part, il serait difficile d'approuver que chaque condamnation quelle qu'elle soit donne la possibilité de récusations. Mais comme l'arbitre "peut être récusé", cela veut dire qu'il n'est pas de rigueur de le récuser en tel cas, le Comité est d'avis que les parties auront toujours la possibilité d'une appréciation.

Le cas, que d'après quelques législations les femmes ne peuvent pas être nommées arbitres, est compris dans l'expression globale de l'al. 2, 2): "ou par autre motif".

En ce que concerne le cas où des doutes sur l'impartialité ou l'indépendance puissent surgir, le Comité est favorable à une solution qui se rapproche au système anglais. Pour ces raisons, le Comité décide de faire une distinction entre les arbitres nommés par les parties et le troisième arbitre, et d'exiger le devoir d'impartialité et d'indépendance seulement chez le troisième arbitre. Cette limitation, que les arbitres nommés par les parties n'ont pas le devoir d'être impartiaux, signifie un grand changement pour la loi française.

Il existe toutefois des doutes, si l'interprétation donnée ici du droit anglais soit exacte et si la disposition du droit anglais n'est pas la suivante: on ne peut pas dire que la loi anglaise ne demande pas d'impartialité aux arbitres désignés par les parties. C'est seulement dans la pratique, qu'on considère au fond ces arbitres comme des avocats des parties et qu'on se base sur l'impartialité du troisième arbitre. C'est ce qui arrive aussi en Suède. Le Comité doit reprendre l'examen de cette question et, le cas donné, modifier le dernier alinéa de l'art. 10. Aussi cet alinéa doit être mis en accord avec l'art. 27 n° 5.
Art. 10 (art. 12 Br.)

Toute personne âgée de 18 ans peut être nommée arbitre.
L'arbitre peut être récusé:
1) lorsqu'il est un mineur âgé de plus de 18 ans;
2) lorsque, en raison d'une condamnation par lui encourue, ou pour défaut de discernement, maladie, absence, ou pour quelque autre motif, l'arbitre n'est pas en condition d'accomplir de façon satisfaisante sa fonction, ou ne peut pas l'accomplir dans un délai raisonnable.

Le troisième arbitre peut en outre être récusé s'il existe quelque circonstance susceptible d'inspirer des doutes sur son impartialité ou son indépendance.

Art. 11.- L'article 13 (Br.) vise le délai dans lequel la récusation unilatérale d'un arbitre doit être exercée. Il stipule, que tout motif de récusation doit être invoqué par la partie, qui prétend s'en prévaloir, "avant le prononcé de la sentence et dans un très bref délai à partir du moment où cette partie a eu connaissance du motif de récusation".

Comme le Comité est d'avis, que la récusation d'un arbitre doit être exercée dans des conditions strictes, il juge utile de préciser le délai en remplaçant la formule "très bref délai" par l'expression: "au plus tôt que cette partie a eu connaissance de ce motif de récusation". Le fait de ne pas exercer la récusation dans ce délai équivaut à une renonciation tacite de faire valoir le motif de récusation dont on pourrait se prévaloir(David, Arbitrage p. 71).

Le Comité examine la question, si la demande de récusation doit être adressée à la juridiction arbitrale aussi dans le cas, où il n'y a qu'un arbitre unique. Il se demande si dans ce cas, ou même si les autres deux arbitres ne veulent pas se prononcer, on ne devrait pas laisser au Tribunal de juger sur la demande de récusation. En général, dans les différents pays, les codes de procédure établissent, que dans le cas où il y a un juge unique et celui-ci est récusé, le juge unique doit renvoyer les parties devant le Tribunal et celui-ci doit juger sur la demande de récusation. Le Comité d'autre part tient compte, de ce qu'en Suède c'est
le juge même qui a été récusé, qui tranchera la question, même s'il s'agit d'un juge unique. Le Comité n'arrive pas à une conclusion définitive et laisse ouverte la question.

En ce que concerne l'al. 2, le Comité dans sa session de Brioni était favorable à une solution, interdisant de façon absoluue à une partie de récuser l'arbitre qu'elle a nommé. Il se demandait si on ne devrait adopter le principe moins rigoureux de la loi polonaise, qui établit une exception dans le cas où la partie a découvert le motif de récusion seulement après avoir désigné cet arbitre.

Le Comité reconnaît que le principe en lui-même est juste. Mais tâchant d'éviter des dispositions qui peuvent favoriser les chances, est contraire à insérer une exception dans le principe adopté à Brioni.

Art. 11 (art. 13 Br.)

La demande de récusion doit être adressée à la juridiction arbitrale par une partie avant la prononciation de la sentence, et aussitôt que cette partie a eu connaissance du motif de récusion.
Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a elle-même nommé.

Art. 12.- (art. 14 Br.) En dehors des hypothèses de récusion prévues par l'art. 11 al. 2, qui engendrent de véritables incapacités, est prévue par l'art. 12 (art. 14 Br.) la révocation unilatérale d'un arbitre. Cette révocation est admise pour faire valoir les circonstances, qu'un arbitre refuse de remplir sa fonction ou tarde indûment à la remplir. Dans ce cas, comme pour la récusion de l'art. 11, le motif de récusion doit être invoqué par la partie, qui prétend s'en prévaloir. La requête de révocation doit être adressée à l'autorité judiciaire, qui s'en prononce.

Le Comité envisage la question si on devrait ajouter, que c'est le Tribunal, qui doit pourvoir au remplacement d'un arbitre révoqué. Malgré l'avantage qu'aurait un tel règlement pour empêcher, que l'arbitre soit révoqué ou récusé sans une raison justifiée, le Comité trouve des difficultés de confier le remplacement.
exclusivement au Tribunal. L'intention du projet est, que dans le cas où il y a une cause de récusation, que la partie ne pouvait pas connaître avant la désignation de l'arbitre, le droit de remplacer l'arbitre doit être laissé à cette partie. Dans le cas, au contraire, où il y a une cause de récusation que la partie aurait dû connaître, il doit appartenir au Tribunal et non plus à cette partie de remplacer l'arbitre récusé.

Pour ces raisons le Comité est d'accord de rendre facultatif pour le Tribunal de nommer le nouvel arbitre ou de laisser à la partie le droit de le nommer.

Par la disposition de cet alinéa qu'un arbitre, qui tard de indûment de remplir sa fonction, peut être révoqué, est couverte la disposition de la nouvelle loi anglaise, d'après laquelle, si les arbitres ne sont pas l'arbitrage dans un délai raisonnable, la Cour peut les remplacer.

L'al. 2 établit que le décès d'une partie n'opère pas la révocation de l'arbitre qu'elle a nommé. Comme la mort, ordinaire, rend caduc un mandat, il est nécessaire de dire explicitement, que pour l'arbitrage le décès d'une partie ne met pas fin au mandat. Le Comité est d'accord, d'ajouter comme deuxième hypothèse aussi le cas de l'interdiction. En ce que concerne le cas de faillite, le Comité n'accepte pas d'en faire mention explicite.

Art. 12 (art. 14 Br.)

Si un arbitre, ayant accepté sa fonction, refuse de la remplir ou tarde indûment à la remplir, l'autorité judiciaire, à la requête de l'une des parties, peut le révoquer. Le décès d'une partie ou son interdiction ne mettent pas fin à la fonction de l'arbitre qu'elle a nommé.

L'art. 15 (Br.) établit les règles concernant la nationalité de la sentence.
En ce que concerne la nationalité de la sentence, l'opinion est soutenue qu'il faut établir, quelle que soit la loi qui règle la sentence, mais qu'il n'y a pas d'utilité de statuer sur la nationalité. Comme la procédure doit être réglée par la loi du lieu où les actes devront être accomplis, à cette fin la nationalité n'a pas d'intérêt. Pour le fond de la question, ce sont les parties qui doivent établir la loi à suivre et, si elles ne l'ont pas fait, ce sont les arbitres qui doivent établir la loi à suivre. En ce que concerne la loi applicable, les arbitrages devraient suivre les principes du droit international privé. De cette sorte il n'y aurait pas de nécessité de fixer des règles concernant la nationalité. Il est rappelé que la Cour de La Haye a examiné, à un cas déterminé, la question du droit applicable d'après les règles du droit international privé.

Cependant l'opinion est défendue, qu'il ne soit pas tout à fait indispensable de combler cette lacune. Et surtout qu'en stipulant que les arbitres doivent choisir la loi applicable, on semblerait donner aux arbitres une faculté qu'ils n'ont pas.

En outre, il pourrait surgir pour le système anglais des difficultés.

Toutefois la lacune dans le projet semble à plusieurs membres du Comité très importante et comme ils sont d'avis, que cette lacune pourrait donner lieu à beaucoup de controverses, le Comité cherche à trouver une formule pour la combler. Sans une telle disposition, on pourrait reprocher au Comité d'avoir envisagé les questions de procédure et de ne pas avoir résolu un problème qui concerne le fond même de la controverse.

Ce qui en outre a intérêt est la question de la compétence, qu'il faut examiner par rapport à tous les articles où l'intervention du Tribunal est prévue.
Sont proposées comme disposition deux formules:
"Les parties fixent dans leur convention le lieu de l'arbitrage, la loi applicable et la procédure à suivre par les arbitres".
ou
"Les arbitres déterminent la loi applicable selon les règles du droit international privé".

Le Comité décide de ne pas trancher pour le moment la question, de l'examiner à la prochaine session et de supprimer l'art. 15 (Br.) (voir aussi p. 24).
Art. 13 (art. 11 Br.). - L'art. 11 (Br.) prescrit aux arbitres le délai, dans lequel ils doivent rendre la sentence; disposition qui rentre dans les règles sur la convention arbitrale.

L'art. 11 (Br.) vise les deux cas:
1.- où un délai, dans lequel la sentence doit être rendue, est stipulé par les parties;
2.- où les parties n'ont pas prescrit un tel délai. Dans ce cas, les arbitres doivent statuer dans un délai de six mois à partir du jour où la convention a été conclue.

L'inobservation du délai est sanctionnée par l'extinction de la convention arbitrale en ce que concerne la contestation en espèce.

Cette disposition est empruntée de la loi suédoise. En Suède on a fait l'expérience, qu'en pratique, le délai est très utile et cert à hâter la solution de l'arbitrage. D'autre part, pour le droit anglais, on trouverait des difficultés à stipuler un délai fixe dans lequel la sentence doit être rendue.

Le Comité est d'avis que la formulation de l'art. 11 (Br.) est excessivement longue et compliquée. Toutefois on devrait maintenir le principe des deux cas établis par lui.

Ce principe est établi dans le nouvel al. 1: Les parties peuvent stipuler un délai, dans lequel la sentence doit être rendue; et dans le cas que les parties n'ont pas stipulé un délai, la juridiction arbitrale doit rendre la sentence dans le délai de six mois. La sanction est celle de la caducité de la convention.

En ce que concerne le point de départ de ce délai de six mois, le Comité décide d'adopter le jour de la constitution de la juridiction arbitrale. Sous le "jour où une juridiction arbitrale a été constituée pour son application", le Comité comprend le moment où les arbitres acceptent leur fonction. Si les parties ont nommé deux arbitres et ceux-ci doivent nommer le troisième, c'est le moment où le troisième arbitre a accepté sa fonction.
Le Comité est d'accord d'insérer comme al. 2 la possibilité de proroger le délai. "Le délai peut être prorogé par les parties ou, s'il existe une raison spéciale de le faire, par l'autorité judiciaire". Il existe donc la possibilité de proroger le délai, même si ce sont les arbitres qui en ont besoin.

Si les parties sont d'accord, elle peuvent elles-mêmes faire la prorogation; si elles ne tombent pas d'accord, l'une d'elles s'adresse au Tribunal.

Dans le droit anglais, ce sont les arbitres eux-mêmes qui accordent une prorogation, tandis qu'en droit suédois, quand il y a "consensus", ce sont les parties elles-mêmes et, faute de cela, la partie désirant une prorogation doit faire une requête au Tribunal.

Reste la question à préciser si un des arbitres peut faire la demande de la prorogation et si on doit ajouter une disposition dans ce sens. Le Comité ne se prononce pas définitivement sur cette question.

Art. 13 (art. 11 Br.)

Sauf stipulation contraire, la convention arbitrale devient caduque, pour la contestation soulevée en l'espèce si la sentence n'est pas rendue dans les six mois à partir du jour où une juridiction arbitrale a été constituée pour son application.

Ce délai peut être prorogé par les parties ou, s'il existe une raison spéciale de le faire, par l'autorité judiciaire.


Art. 14 (art. 16 Br.).— L'art. 14 vise les formes et délais des actes de la procédure.
La proposition d'insérer dans cet article une règle générale, stipulant que les parties, en fixant les formes et délais, doivent s'inspirer des principes fondamentaux de la procédure nationale et de la justice, n'est pas acceptée par le Comité. Le Comité, dans sa majorité, est d'avis que d'une part, les parties ne peuvent pas fixer des dispositions de procédure qui sont contraires à l'ordre public. D'autre part, le principe de l'égalité des parties est visé par l'art. 4, celui de la libre défense par l'art. 1.

Le Comité décide de mentionner que la question de savoir si la détermination de la loi applicable au litige fait dans les mêmes conditions, est réservée (voir p. 219 et 221)

Art. 14 (art. 16 Br.)

Les parties fixent le lieu de l'arbitrage et la procédure à suivre par la juridiction arbitrale.
Si elles ne l'ont pas fait avant le moment où les arbitres ont accepté leur fonction, il appartient à la juridiction arbitrale de le faire. (La question de savoir si la détermination de la loi applicable au litige est faite dans les mêmes conditions, est réservée).

Art. 15 (art. 17 et 18 Br.). — L'art. 17 et 18 (Br.) concernant des règles sur les audiences de la juridiction arbitrale, le Comité juge utile de fusionner les deux articles et d'établir ces règles dans le nouvel al. 1 (Art. 15).

L'al. 1 est fixé de la manière suivante: "Le président de la juridiction arbitrale règle la police des audiences et dirige les débats. Il prend soin des convocations et autres questions d'organisation de la procédure".

La question de la langue employée touche les règles de la forme de la procédure, qui sont visées par l'art. 14.

Le Comité est d'avis que le principe, adopté à Brioni (art. 17 al. 1 Br.), de donner aux arbitres la possibilité d'exercer pour les parties le droit de se faire représenter ou assister par un conseil, est trop rigoureux. Une telle possibilité donnée aux arbitres serait d'ailleurs incompatible avec le droit anglais et ne pourrait pas être comprise en Angleterre. En Angleterre on considère, que certaines questions ne peuvent être discutées que
par des avocats, considération qui dérive du fait, qu'en Angleterre l'arbitrage doit être fait selon les règles de droit. Ce système s'oppose aux législations du Continent où l'arbitrage se fait en général sur la base d'équité.

Le Comité décide donc de supprimer la disposition donnant aux arbitres la faculté d'exclure le droit de se faire représenter ou assister.

Comme il se peut tout de même que les arbitres acceptent le mandat, à condition que les parties comparaissent personnellement devant la juridiction arbitrale et non par représentation d'avocats, le Comité est d'accord, qu'on doit donner aux parties la faculté de stipuler dans la convention, qu'elles ne seraient pas représentées par des avocats. Cette faculté résulte implicitement de l'al. 2 du nouvel art. 15 (déjà prévue dans l'art. 17 (Br.), al. 1 phrase 3). Toutefois cette faculté donnée aux parties n'est pas une faculté absolue. Les arbitres peuvent, quand il leur semble nécessaire, relever une ou les deux parties d'une telle clause stipulée par les parties.

L'al. 2 de l'art. 17 (Br.) établit, que les arbitres tiennent un procès-verbal de leurs audiences, mais sans viser une sanction pour le cas où le procès ne serait pas tenu. La disposition a été introduite dans le projet seulement pour rappeler aux arbitres, qu'il est utile de faire un procès-verbal. Puisqu'on n'exige pas le procès-verbal sous peine de nullité, le Comité ne croit pas nécessaire de fixer des détails (p. ex. que les parties peuvent prendre connaissance des procès-verbaux etc.). Etant donné en outre, qu'il est fait mention du procès-verbal déjà à l'art. 3, le Comité est d'accord, qu'il n'est pas nécessaire d'établir une disposition exigeant explicitement un procès-verbal, et supprime en conséquence l'al. 2 de l'art. 17 (Br.).

Il reste à remarquer que la disposition de l'art. 3 est conditionnée par le fait qu'il y ait un procès-verbal.
Art. 15 (art. 17 et 18)

Le président de la juridiction arbitrale règle la police des audiences et dirige les débats. Il prend soin des convocations et autres questions d'organisation de la procédure. Nonobstant toute clause contraire dans la convention arbitrale, la juridiction arbitrale peut admettre le droit pour une partie de se faire représenter ou assister par un conseil.

L'art. 16 (art. 19 Br.) vise le principe de libre défense des parties et stipule, qu'en principe il est nécessaire que la juridiction arbitrale donne l'occasion aux parties de s'expliquer oralement devant elle. Toutefois les parties ont la possibilité de stipuler dans la convention arbitrale que les arbitres jugeront sur pièce. La convocation des parties au litige doit être faite par lettre recommandée. L'art. 16 (art. 19 Br.) admet en outre l'arbitrage par défaut.

La question de savoir, si la convocation sera nécessaire seulement pour la première audience ou pour chaque audience, n'est pas résolue. De même, la question des faits qui sont à la connaissance personnelle des arbitres, n'est pas résolue explicitement. Le Comité est d'avis que, si les arbitres connaissent personnellement des faits qu'ils peuvent servir à résoudre la question (conditions de marché, les prix, la situation de fait etc.), il est évident qu'ils peuvent profiter de cette connaissance personnelle.

Art. 16 (art. 19 Br.)

La juridiction arbitrale, si la convention ne dispose pas qu'elle jugera sur pièce, doit donner aux parties la possibilité de comparaître devant elle et de faire valoir leur cause. Les parties sont à cet effet convoquées par lettre recommandée. Si une partie, sans empêchement légitime, ne comparaît pas, la juridiction arbitrale peut néanmoins trancher la contestation.

L'art. 20 (Br.) établit que les arguments présentés par chaque partie aux arbitres, doivent être communiqués à la partie adverse.
Le droit anglais s'oppose à une telle disposition. Il déjà été dit avant, que le principe de contradiction des débats, dans les pays anglo-saxons, a un caractère stricte: il implique non seulement, que toutes les preuves soient exposées à la contradiction de la partie à laquelle elles nuisent, mais que les parties soient invitées par les arbitres à assister à leurs audiences, et qu'aucune preuve ne soit recueillie hors de leur présence (David, Arbitrage p. 77). Selon la procédure anglaise les parties ayant établi la question à soumettre aux arbitres, présentent les arguments oralement à la juridiction arbitrale, et chaque partie a le droit d'être présente et d'écouter cette exposition.

La disposition prévue par l'art. 20 (Br.) constituerait des grands changements pour le droit anglais. En outre, dans le cas, où les arbitres ont rendu un jugement, sans que l'une des parties ait eu connaissance des documents présentés par la partie adverse, la disposition de l'art. 33 n. 4 (Br.) entrera en jeu. Le Comité décide par ces raisons de supprimer l'art. 20 (Br.).

L'art. 21 (Br.) établit que "les arbitres ne peuvent déléguer l'un d'entre eux à l'accomplissement d'un acte d'instruction".

Les systèmes anglais et suédois s'opposent à une telle disposition, puisque dans le système anglo-saxon, les actes d'instruction ne peuvent être faits qu'en présence de tous les arbitres: le système peut-être plus coûteux, mais qui donne plus de garantie. Pour les droits continentaux, la question de délégation a une grande importance pratique en ce que concerne les tribunaux, qui ont de nombreux litiges à décider; tandis que pour les arbitres qui n'ont qu'un seul litige à décider, la question n'a pas grande importance pratique.

Le Comité, tenant compte des difficultés que puissent surgir par cet article dans le système anglo-saxon, décide de le supprimer.
L'art. 17 (art. 22 Br.) règle la question, que l'audition des parties n'ait pas suffi à éclairer les arbitres sur les points de fait ou de droit du litige. Il établit qu'en ce cas, les arbitres peuvent entendre des témoins, recourir à l'opinion des experts ou des jurisconsultes.

En ce que concerne la question du serment d'un témoin, il est impossible d'y aboutir à une unification. Dans le plus grand nombre des pays, l'intervention de la justice publique est nécessaire pour recevoir le serment d'un témoin. En certains autres pays les arbitres peuvent recevoir eux-mêmes les serments qui sont prêtés volontairement devant eux (David, Arbitrage p. 86, 87). Ce dernier règlement a été prévu dans le projet de Brioni (art. 22, phrase 2 Br.).

Etant donné les grandes divergences entre les différents pays, le Comité est d'accord de ne pas unifier la question du serment et de supprimer en conséquence l'art. 22 phrase 2 (Br.).

L'art. 22 (Br.) devient dans sa nouvelle forme l'art. 17

Art. 17 (art. 22 Br.)

La juridiction arbitrale peut entendre des témoins, des experts ou des jurisconsultes pour s'éclairer sur des points de fait ou de droit du litige.

L'art. 18 (art. 23 Br.) règle le cas où l'autorité judiciaire doit intervenir à l'occasion d'un acte, dont l'accomplissement, jugé nécessaire par les arbitres, excède leur pouvoir. La requête doit être faite par l'une des parties.

Comme l'article ne vise pas seulement des actes d'instruction, le Comité est d'accord de maintenir la formule "... acte, dont l'accomplissement...".

L'art. 23 (Br.) devient art. 18.

Art. 18 (art. 23 Br.)

Si la juridiction arbitrale estime nécessaire un acte auquel elle n'a pas qualité pour procéder, cet acte est accompli par l'autorité judiciaire compétente, à la requête de l'une des parties.
L'article 19 (art. 24 Br.) concerne le contrôle des arbitres de leur compétence pour les cas, où la validité de la convention arbitrale ou la compétence des arbitres sont discutées. Le Comité avait adopté à Brioni la formule de la loi allemande (art. 1037), qu'il considérait comme la plus pratique. Les arbitres devront examiner, si l'objection élevée est sérieuse ou si elle constitue seulement une manœuvre dilatoire. Dans ce dernier cas, il convient de les autoriser à procéder à l'instruction et au jugement du litige, sans attendre que les tribunaux judiciaires se soient prononcés sur le rejet de cette objection (David, Arbitrage p. 85).

Le Comité est d'avis qu'on devrait simplifier la formulation de l'article 24 (Br.) et de n'en stipuler qu'une règle générale suffisamment large qui puisse comprendre les contestations sur la compétence et la constitution de la juridiction arbitrale.

L'article est adopté dans la formule suivante:

Art. 19 (art. 24)

La juridiction arbitrale peut, selon les circonstances, procéder à l' instruction et au jugement du litige ou y surseoir, lors même que l'une des parties viendrait à alléguer que l'arbitrage ne doit pas avoir lieu, ou que la procédure arbitrale doit être suspendue.

L'article 20 (art. 25 Br.) concerne les règles sur l'élaboration et la forme de la sentence arbitrale.

Il établit, que la sentence est rendue à la majorité des voix, après une délibération à laquelle tous les arbitres doivent assister en personne. Le Comité décide, que la majorité exigée doit être la majorité absolue des suffrages, règle qui est généralement reconnue par les législations des différents pays.

Le Comité est d'avis, qu'on doit aussi régler le cas (pas prévu dans l'article 25 (Br.), où aucune majorité ne s'établit pour l'adaptation d'une sentence. Il y a, dans ce cas, des divergences importantes entre les systèmes des différents pays (David,
Arbitrage p. 96). Il semble que la solution la plus juste soit, qu'en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le Comité en décide ainsi. Dans l'art. 6 il a été établi que chaque juridiction arbitrale ait un président.

Pour la forme de la sentence arbitrale, la sentence doit être rédigée par écrit et signée par tous les arbitres. Le Comité est d'avis, qu'on doit prévoir ici le cas, où un arbitre refuse ou est incapable de donner sa signature (ce qui est prévu à l'art. 30 n. 2 Br.), pour éliminer les difficultés qui fait naître un tel refus. Il décide de stipuler, que mention soit faite dans la sentence, si un arbitre refuse ou est incapable de signer la sentence. Cette solution est celle de la loi suédoise et polonaise.

La sentence doit en outre indiquer le lieu et la date où elle est rendue; indications qui sont très utiles.

Désirieux de stipuler une solution de compromis entre les différentes législations nationales, en ce point très divergentes, le Comité avait adopté à Brioni, en ce que concerne la motivation de la sentence, les dispositions suivantes: que la sentence doit être sommairement motivée, si les parties n'en ont pas dispensé les arbitres.

L'opinion anglaise est contraire à une telle solution, puisque les lois anglo-saxonnes ne connaissent pas l'obligation de motiver en droit les sentences arbitrales. De l'autre côté, de nombreuses législations exigent, à peine de nullité, que les sentences soient motivées en droit. Comme il s'agit pour ces pays (p.ex. France, Italie) d'une nécessité absolue, la proposition d'établir explicitement, que la motivation est facultative, ne peut pas être adoptée.

Art. 20 (art. 25 Br.)

La sentence est rendue à la majorité absolue des voix, après une délibération à laquelle tous les arbitres doivent assister en personne. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La sentence est rédigée par écrit et signée par tous les arbitres. Si l'un des arbitres refuse ou est incapable de la signer, mention en est faite dans la sentence.
L’art. 21 (art. 28 al. 2 Br.) règle la signification et le dépôt de la sentence.

En ce que concerne la signification de la sentence, Comité est d’avis qu’il ne suffit pas, que les arbitres doivent porter à la connaissance des parties, qu’ils ont déposé la sentence. Le Comité adopte le système (p.ex. Allemagne), selon lequel appartiennent aux arbitres de communiquer la sentence aux parties.

Puisque "communication de la sentence" ne vise qu’une notice dépourvue de toute forme, et comme en France il faut avoir la signification par main d’huissier, le Comité est d’avis qu’on doit remplacer "communication" par "signification". Le terme "signification" correspond au terme italien "notifica zione".

Le Comité juge utile d’ajouter que la signification peut être faite par lettre recommandée.

Le Comité est en outre d’avis que pour ce qui concerne le commencement du délai de l’art. 33 al. 2 (cas où la décision relative aux honoraires et frais des arbitres est attaqué il faut s’en remettre à la loi nationale. Toutefois le Comité n’en a pas décidé définitivement et veut prendre de nouveau en considération cette question du commencement du délai.

En ce que concerne le dépôt de la sentence, il doit être fait, d’après l’art. 28 (Br.), à un officier public, qualifié pour le recevoir.

Les modalités du dépôt de la sentence ne sont pas les mêmes dans les différents pays. Selon la loi anglaise il n’y a pas de nécessité de communiquer la sentence à une autorité, pu qu’il n’est pas toujours nécessaire d’avoir une exécution judiciaire de la sentence. Il suffit de la communiquer aux parties. De même pour le droit suédois, cette disposition serait difficile à accepter.
Le Comité est tout de même d'avis, qu'on devrait maintenir le dépôt de la sentence arbitrale. Pour donner d'autre part satisfaction aux systèmes précités, le Comité accepte la solution, qu'on doit laisser aux parties ou, à défaut de la convention entre elles, aux arbitres, le choix de l'endroit où la sentence sera déposée.

Toutefois, ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité.

L'al. 2 de l'art. 28 (Br.), régissant la signification et le dépôt de la sentence, est transformé en un article indépendant et devient l'art. 21.

Art. 21 (art. 28, 2ème alinéa Br.)

La juridiction arbitrale signifie la sentence aux parties et elle la dépose au lieu prévu dans la convention arbitrale ou, faute d'un tel lieu, au lieu prévu par la loi du pays où la sentence est rendue.

La signification peut être faite par lettre recommandée.
L'art. 22 (art. 26 Br.) reconnaît la possibilité pour les arbitres de ne pas trancher le litige par une seule sentence, réserve faite du cas, où une sentence partielle porterait de préjudice pour les parties. Sous le terme "points" sont envisagés les différents chefs de la demande.

Cet article ne serait pas nécessaire pour la France, l'Italie etc., comme dans ces pays, la sentence, rendue par les arbitres, n'est pas nulle, lorsqu'elle n'épuise pas la convention, sauf stipulation contraire des parties. Dans ces pays, les arbitres peuvent statuer sur chaque chef de la contestation par une sentence différente.

Pour les pays anglo-saxons, au contraire, cette disposition est utile. En droit anglais la sentence doit, à peine de nullité, donner une décision sur tous les points soumis à la juridiction des arbitres. Toutefois cette réglementation du droit anglais peut être écartée par une stipulation des parties (David, Arbitrage p. 104).

Puisqu'une sentence partielle est définitive pour le point de litige qu'elle a tranché, elle peut être attaquée.

Le Comité est d'avis que l'al. 1 de l'art. 26 (Br.), étant compris dans l'al. 2 du même article, peut être supprimé. L'al. 2 devient le nouvel art. 22.

Le Comité discute encore la demande reconventionnelle et l'exception de compensation. En ce que concerne la demande reconventionnelle: lorsqu'on dit dans la convention, que tout litige qui découle de cette convention, est soumis à l'arbitrage, la demande reconventionnelle y est comprise: c'est-à-dire: si elle est couverte par la convention. En ce que concerne l'exception de compensation, elle pourra être admise, s'il s'agit d'un crédit pas litigieux. Mais il ne peut pas être admis, si le crédit est litigieux, puisque les arbitres ne peuvent pas aller au-delà des termes du compromis et connaître d'une demande de compensation, cette demande n'est pas prévue par le compromis.

Art. 22 (art. 26 Br.)

La juridiction arbitrale peut prononcer une sentence partielle, et réserver pour une autre sentence d'autres
L'art. 27 (Br.) stipule que les arbitres, s'ils ont reçu le pouvoir, peuvent se borner dans la sentence à établir quelques points de fait sans prononcer de condamnation.

Dans le système anglais, les arbitres, s'ils le croient prudent, décident sur les points de fait et laissent à la Cour la décision sur les points de droit.

Le Comité ne peut pas se mettre d'accord si une telle disposition soit nécessaire, puisque les parties peuvent établir dans la convention que les arbitres doivent se borner à examiner seulement quelques points de fait. Mais le Comité reconnaît qu'une telle disposition pourrait être utile pour les lois allemande et suédoise.

Etant donné les difficultés, qui puissent surger d'une telle disposition et pour le droit anglais et pour le droit des autres pays, le Comité est d'avis de supprimer pour le moment cet article et se réserve de reprendre de nouveau la question.

Art. 23 (29 Br.). Comme l'al. 1 de l'art. 28 (Br.) entre dans les règles de l'exécution de la sentence, il doit être réuni avec l'art. 29 (Br.). Ce nouvel article (art. 23) est mis à la tête des articles sur l'exécution.

L'al. 1 de l'art. 28 (Br.) statue le principe général que la sentence rendue par les arbitres doit, pour devenir exécutoire, recevoir un exequatur de l'autorité publique. L'al. 1 de l'art. 28 (Br.) devient l'al. 1 de l'art. 23.

Il règne l'accord entre les différentes lois que les sentences rendues par des arbitres doivent, pour avoir en un pays quelconque des titres exécutoires, recevoir un exequatur des autorités de ce pays. Mais l'accord ne va pas au delà (David, Arbitrage p. 118).

L'al. 2 de cet article (art. 29 Br.) stipule le principe que les parties doivent avoir, au cours de la procédure d'exécution de la sentence, la possibilité de faire valoir les critiques que suscite la sentence.
I.

Le Comité adopte provisoirement la formule suivante:

Art. 23 (art. 28-29 Br.)

La sentence peut faire l'objet d'une procédure d'exécution forcée dans tous les pays où la présente loi est en vigueur, après qu'elle a été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire de l'un de ces pays.

L'autorité judiciaire saisie d'une demande d'exequatur donne aux parties, avant de statuer, la possibilité de présenter leurs objections.

Dans sa dernière séance le Comité discute encore une fois la question de l'exequatur. L'opinion est soutenue que l'exequatur doit être demandé dans le pays dans lequel la sentence a été rendue, après quoi on doit avoir la libre circulation de cet exequatur dans tous les pays. Il n'y aura donc qu'un exequatur. C'est-à-dire que l'exequatur donné à la sentence devrait avoir valeur dans tous les pays, de sorte que, s'il y a deux défenseurs, lorsque l'exequatur est demandé et obtenu dans le pays de l'un d'eux, la sentence pourrait être exécutée également dans le pays de l'autre.

Une telle disposition avait été déclarée souhaitable, mais encore prématurée, à Genève, en 1927.

La Convention de Genève établit:

"Art. 1er. Dans les territoires relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auxquels s'applique la présente convention, l'autorité d'une sentence arbitrale rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissaire visés au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, sera reconnue et l'exécution de cette sentence sera acordée, conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée, lorsque cette sentence aura été rendue dans un territoire relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auquel s'applique la présente convention et entre personnes soumises à la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes". (David, Arbitrage p. 166).

"La Convention de Genève de 1927, comme du reste la plupart des traités bilatéraux aujourd'hui en vigueur, maintient à l'autorité saisie de la demande d'exequatur le droit de procéder sur la sentence étrangère à un vaste contrôle (art. 1 e 2). Cette autorité est en droit de n'accorder l'exequatur qu'aux sentences devenues définitives dans leur pays d'origine, et elle peut rechercher si la sentence qui lui est présentée a été régulièrement rendue, conformément à la loi applicable, par des arbitres..."
L'art. 24 (art. 30 Br.) établit les cas, dans lesquels l'autorité judiciaire, saisie d'une demande d'exequatur, doit refuser d'office l'exequatur de la sentence, c'est-à-dire: il stipule, à quel contrôle doit procéder l'autorité judiciaire, avant de refuser ou de concéder son exequatur. L'autorité judiciaire fait ce contrôle sur pièce, en examinant le compromis et la sentence, sans qu'il y ait un débat.Dans les autres cas, réglés par les articles suivants, il faut un débat, pour établir si la sentence peut ou ne peut pas avoir l'exécution.

Cet article est inspiré du principe, que l'exequatur doit être accordé prima facie, sauf des cas, où il y a un vice évident dans la sentence. Pour le cas où le vice dans la sentence n'est pas un vice évident, c'est l'annulation qui intervient et non le refus d'office de l'exequatur.

Le système anglais s'oppose à un tel refus d'office de l'exequatur. En droit anglais, les parties doivent comparaître devant le tribunal avant qu'il y ait l'exequatur et elles peuvent, dans cette occasion, démontrer au tribunal les raisons, pour lesquelles la sentence ne doit pas avoir d'exécution. C'est pourquoi l'opinion anglaise ne voit pas, quelle importance il puisse avoir en pratique, de faire une distinction entre le refus d'office de la sentence et l'annulation qui ne se fait pas d'office.

Toutefois, le Comité est d'avis, que cette distinction du refus d'office de la sentence est importante dans la pratique et doit être maintenue. Dans les cas évidents l'autorité judiciaire doit refuser l'exequatur sans qu'il y ait besoin d'un débat. C'est une raison économique qui conseille à empêcher dans ces cas évidents un débat.

En ce que concerne les cas, dans lesquels la juridiction arbitrale doit refuser l'exequatur à la sentence!

Le Comité considère, que le refus d'office de l'exequatur n'est pas justifié dans les deux cas visés par les nos. 1 et 2 de l'art. 30 Br. (s'il n'existe pas de compromis volable et si la sentence n'a pas été signée par tous les arbitres). Pour ces cas doit être prévue la sanction de l'annulation. Ils sont donc, comme art. 27 n° 6, insérés dans les cas visant l'annulation de la sentence.
D'autre part, le Comité est d'avis, que le cas visé par l'art. 33 n° 4 (Br.) - "si les arbitres ont agi au mépris des principes essentiels de la justice" - est un cas, où le vice est tellement évident et grave, qu'il faut stipuler pour lui le refus d'office de l'exequatur. Il serait dangereux, de laisser aux parties le soin de demander l'annulation d'une sentence prononcée au mépris des principes essentiels de la justice, comme il y a des parties qui sont faibles etc. - C'est l'autorité judiciaire, qui doit vérifier, si les arbitres ont agi selon ces principes.

Le Comité est d'accord, que l'autorité judiciaire doit examiner aussi, si la sentence ne porte pas atteinte à l'ordre public. C'est aussi un cas si évident, qu'on doit prévoir pour lui le refus d'office de l'exequatur. Il va sans dire, que l'ordre public doit être considéré dans chaque pays d'après ses propres principes.

Pour la Suède, il y aura beaucoup de difficultés de traduire exactement le terme: "ordre public". En Angleterre, la question de "l'ordre public" sera très discutable.

La proposition, d'adopter au lieu du terme "ordre public" la formule de l'art. 1 de la Convention de Genève, qui a été acceptée par l'Angleterre ("contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où elle (la sentence) est invoquée") n'est pas acceptée.

Le Comité est d'accord, que l'autorité judiciaire doit refuser d'office l'exequatur aussi dans le cas, où un exequatur a déjà été demandé dans un autre pays.

Hors ces circonstances, l'autorité judiciaire doit encore examiner, si les arbitres ne se sont pas prononcés sur un point, qui ne pouvait pas être soumis à l'arbitrage d'après la loi du pays où l'exequatur est demandé. Il s'engage une discussion sur la question, si on ne devrait pas envisager "la loi du pays où la sentence doit être exécutée" au lieu de "la loi du pays où l'arbitrage a eu lieu". Il se peut p. ex., qu'une sentence concernant un brevet est rendue et que cette sentence doit être exécutée en France...
ne peut pas compromettre sur des questions de brevets.

Le Comité décide de maintenir pour le moment le texte adopté à Brioni et de renvoyer la discussion sur ce point à la discussion sur les questions touchant le droit international.

De même la question, si la sentence prononcée en conformité de la loi uniforme doit être exécutoire dans les autres pays contractants, sera — puisqu'elle est une question de caractère général — discutée plus tard.

Le contrôle de l'autorité juridique en ce que concerne le refus d'office de l'exequatur, est limité aux griefs précités, qui sont mis ensemble dans le nouvel art. 24.

Art. 24 (art. 30 Br.)

L'autorité judiciaire refuse d'office l'exequatur si un exequatur a déjà été demandé dans un autre pays ou si la sentence est contraire à l'ordre public ou si les arbitres se sont prononcés sur un point qui ne pouvait pas être soumis à l'arbitrage d'après la loi du pays où l'exequatur est demandé, ou si les arbitres ont agi au mépris des principes essentiels de la justice.

L'art. 25 (art. 31 Br.) vise l'hypothèse, dans laquelle l'autorité judiciaire ne doit pas refuser d'office l'exequatur, mais où il peut être souhaitable que l'exequatur soit refusé. Lorsque la validité de la sentence est contestée par une des parties et la partie réussit à rendre vraisemblable, qu'il existe à son profit un motif d'annulation de la sentence, l'autorité judiciaire peut refuser l'exequatur. Si l'autorité judiciaire a refusé l'exequatur, elle doit fixer un délai, dans lequel le recours contre la sentence doit être fait. Le Comité envisage la question, que cette disposition dépendra de ce qu'on va décider sur la question du délai en général. Le projet ne prévoit pas encore la question du délai en général, et il appartiendra à la prochaine conférence de la résoudre.

Art. 25 (art. 31 Br.)

L'autorité judiciaire saisie peut refuser l'exequatur si la partie assignée rend vraisemblable qu'il existe à son
Art. 26 (art. 32 Br.). — La décision, qui donne à la sentence arbitrale la force exécutoire ou celle qui lui refuse l'exequatur, est susceptible de recours. La loi de l'autorité judiciaire saisie (lex fori) détermine, quels sont les recours pouvant être exercés contre la décision, qui se prononce sur la demande de l'exequatur (Sur les recours dans les différents pays: David, Arbitrage p. 129, 130).

La question de savoir, dans quel délai doit être faite l'opposition (délai prévu par la lex fori?), n'est pas encore discutée.

La même loi détermine en outre, "si la sentence peut être déclarée exécutoire par provision".

Art. 26 (art. 32 Br.)
La loi de l'autorité judiciaire saisie (lex fori) détermine quels recours peuvent être exercés contre le jugement sur la demande d'exequatur. La même loi détermine si la sentence peut être déclarée exécutoire par provision.

Les articles 27 et 28 envisagent les vices pour lesquels la sentence doit être annulée; les articles 29, 30 envisagent les vices qui n'entraînent pas de la façon nécessaire l'annulation de la sentence.

L'art. 27 (art. 33 Br.): 1. Tous les vices, pour lesquels le refus d'office de l'exequatur de la sentence est stipulé, constituent des causes d'annulation de la sentence. art. 27 n. 1 (art. 33 n. 1 Br.).

27 Les nos. 2, 3, 4 de l'art. 27 établissent les vices qui tiennent à l'absence de juridiction des arbitres:

2. Comme il a été déjà dit à page 34, le Comité a jugé utile que, pour le cas où la sentence rendue s'appuie sur une convention qui n'est pas valable ou, "que la sentence ait été rendue après l'expiration du délai prévu par les parties ou par la loi", il n'y aura pas lieu de prévoir le refus d'office de l'exequatur de la sentence, mais que la sanction de l'annulation doit être prévue pour ce cas (art. 30 n°. 1 Br.).
En disant: "après l'expiration du délai prévu par les parties ou par la loi", on veut éviter une interprétation trop restreinte et faire ressortir, qu'il se peut, que le délai établi dans la clause compromissaire soit expiré et l'arbitrage est annulé pour la contestation de l'espèce, mais que le compromis reste. Il reste toutefois des doutes, si cette formule soit suffisamment claire (voir aussi David, Arbitrage pp. 143, 144).

3. L'annulation de la sentence pourra pareillement être obtenue, si la sentence a été rendue par une juridiction arbitrale qui n'était pas qualifiée pour trancher le litige; c'est-à-dire: une juridiction arbitrale irrégulièrement constituée (art. 33 no 2 Br.).

4. Il en est de même pour le cas, que les arbitres, régulièrement constitués en vertu d'une convention valable, ont excédé les pouvoirs qui leur étaient dévolus (excès de pouvoir). Toutefois en pareil cas la sentence n'est pas nécessairement déclarée nulle pour le tout, et elle peut n'être annulée que pour la seule part qui est excessive (Art. 33 no. 3)

Le cas que les arbitres ont agi en mépris des principes essentiels de la justice (art. 33 no. 4 Br.), est un vice si grave que le Comité l'a soumis à la sanction du refus d'office de l'exequatur (art. 27, voir p. 34).

5. L'hypothèse de partialité des arbitres ou d'un entre eux (art. 33 no. 5 Br.) est prévue avec la restriction, que l'annulation ne peut être obtenue, que si la partialité des arbitres ou l'un d'eux a exercé une influence sur la solution donnée au litige. Il se peut, qu'il existe un manque d' impartialité; mais malgré ce fait la sentence peut être juste, c'est-à-dire que ce fait n'a pas eu d'influence sur la sentence.

Le Comité aura à examiner à la prochaine Conférence la question de l'impartialité des arbitres et de mettre d'accord le no. 5 de l'art. 27 avec l'art. 10 dernier alinéa.
Le Comité est d'accord de supprimer le n° 6 de l'article en discussion, comme par la nouvelle rédaction du n° 5, il y est, jusqu'à un certain point, englobé.

6. Comme le Comité avait décidé lors de la discussion sur le refus d'office de l'exequatur (page 34), le fait, que la sentence n'est pas signée par tous les arbitres, rend annulable la sentence. Toutefois "la signature de la majorité suffit, si la sentence constate, que tous les arbitres ont pris part à la délibération dont elle est issue (art. 30 n° 2 (Br.)).

Art. 27 (art. 33 Br.)

La sentence doit être annulée:
1) lorsqu'il existe un motif pour lequel l'exequatur doit être refusé aux termes de l'art. 24;
2) s'il n'existe pas une convention arbitrale valable, ou que la sentence ait été rendue après l'expiration du délai prévu par les parties ou par la loi;
3) lorsque la sentence a été rendue par une juridiction arbitrale irrégulièrement constituée;
4) lorsque la juridiction arbitrale a excédé ses pouvoirs; toutefois l'annulation de la sentence peut en ce cas n'être prononcée que partiellement;
5) lorsque les arbitres ou l'un d'eux n'ont pas agi en toute impartialité et que cette circonstance a exercé une influence sur la solution donnée au litige;
6) si la sentence n'est pas signée par tous les arbitres. La signature de la majorité suffit si la sentence constate que tous les arbitres ont pris part à la délibération dont elle est issue.

Art. 28 (art. 34 Br.). Les causes de nullité, envisagées par l'art. 28, sont soumises à la condition, qu'elles sont réservées expressément par les parties dans la convention comme entraînant l'annulation de la sentence.

Le premier cas vise un vice de forme de la sentence: absence des motifs. Il en est de même pour les deux autres cas qui sont des vices de la procédure: "lorsque les arbitres n'ont pas respecté les règles légales touchant la recevabilité des preuves ou la solution de fond à donner au litige".
Le Comité se demande si la formule "solution de fond à donner au litige" soit suffisamment claire. Ce qu'on veut dire par cette formule est, que la sentence doit être annulée si les arbitres n'ont pas tenu compte, p. ex., qu'ils devraient juger conformément à la loi et non pas en amiables compositeurs. La formule devra peut-être être rendue plus claire à la prochaine Conférence.

Art. 28 (art. 34 Br.)

La sentence doit également être annulée si, contrairement à la convention expresse des parties, elle n'est pas pourvue de motifs ou si les arbitres n'ont pas respecté les règles légales touchant la recevabilité des preuves ou la solution de fond à donner au litige.

Les articles 35 (Br.) et 36 (Br.) réunissent un dernier groupe de vices pour lesquels la sentence peut être annulée.

Art. 29 (art. 35 Br.): 1. C'est le cas pour la fraude, c'est-à-dire: où l'arbitre s'est formé une conviction erronée par suite des manœuvres frauduleuses de l'une des parties. Le Comité est d'accord de remplacer la formule de l'art. 35 Br.: "si elle (la sentence) a été surprise par la fraude..." par: "si elle (la sentence) a été obtenue par la fraude..."

2. Le Comité est d'avis, qu'on ne doit pas seulement envisager l'hypothèse de la découverte de pièces nouvelles, mais aussi le cas, où les arbitres ont fondé leur décision sur une preuve, qui ensuite est reconnue fausse.

3. Cet article règle en outre le cas déjà mentionné de la découverte de pièces nouvelles et décisives. Tel qu'il est stipulé dans le projet de Brioni ("... si des pièces nouvelles sont découvertes, qui étaient détenues par l'autre partie..."), il se ramène au cas de fraude de l'une des parties et n'en constitue au fond qu'un cas spécial.

A ce point de vue, il existe une différence très sensible entre le système du droit anglais et les systèmes des autres...
pays. En Angleterre il est toujours possible de renouveler le jugement, s'il vient à être découvert, après le prononcé de la sentence, des pièces nouvelles, qui toutefois doivent être décisives. Le règlement du droit français et italien est beaucoup plus sévère : ils n'admettent pour la découverte de pièces nouvelles que dans le cas tel qu'il est réglé dans la formule précitée.

Désirant de trouver une formule qui pourrait être acceptée aussi par l'Angleterre et étant donné, que pour l'arbitrage, on peut établir un règlement plus large que pour les jugements ordinaires, le Comité accepte de séparer nettement le cas de la découverte d'une pièce nouvelle et décisive de l'hypothèse de fraude de l'une des parties. En conséquence la portée de l'article est élargie. Cependant le premier alinéa du Statut de la Cour Permanente de La Haye, qui a l'avantage d'être d'accord avec la loi anglaise, est, selon l'avis du Comité trop vaste pour le projet en discussion et pourrait rencontrer des difficultés dans les pays, qui n'ont pas la tradition anglaise.

Le Comité est d'avis de concilier les intérêts différents. Il décide d'admettre l'annulation pour le cas, où la sentence a été rendue dans l'ignorance d'une pièce décisive, à condition que le demandeur n'était pas dans la possibilité de la produire avant le prononcé de la sentence. Il s'agit donc exclusivement de pièces nouvelles et pas p. ex. de témoignage.

Art. 29 (art. 35 Br.)

La sentence peut être annulée si elle a été obtenue par la fraude de l'une des parties, ou si elle est fondée sur une preuve reconnue fausse, ou si elle a été rendue dans l'ignorance d'une pièce qui présente une importance décisive et que le demandeur n'était pas dans la possibilité de produire.

L'art. 30 (art. 36 Br.) envisage comme dernier vice, pour lequel la sentence peut être annulée, le cas où les arbitres ne se sont pas prononcés sur tous les points soumis à eux. (Il a été dit (p. 32) que sous "points" sont entendus les chefs de la
demande). Toutefois, plutôt que par l'annulation, un tel défaut peut être souvent sanctionné mieux de la manière, que l'autorité judiciaire maintient la sentence et règle immédiatement les points non tranchés par les arbitres. L'art. 30 al. 1 envisage cette possibilité, à condition que l'autorité judiciaire juge l'affaire en état pour une telle procédure et que les parties déposent des conclusions en ce sens. Les parties ont donc la faculté de demander à l'autorité judiciaire de se substituer aux arbitres. La substitution de l'autorité judiciaire aux arbitres dépend cependant de ce que l'autorité judiciaire trouve l'affaire en état.

La proposition de viser aussi le cas, où la sentence arbitrale présente un caractère obscur, n'est pas adoptée. Le Comité est d'avis que, s'il y a lieu à une interprétation de la sentence, c'est l'autorité judiciaire qui doit en pourvoir et, si la sentence n'est pas compréhensible, l'annuler. Cependant, la discussion sur ce point de l'interprétation n'arrive pas à une conclusion nette. Le Comité se demande si on ne devrait tout de même pas envisager cette hypothèse dans cet article.

L'al. 2 prévoit, que l'autorité judiciaire, au lieu de se prononcer elle-même sur les points non tranchés, renvoie l'affaire à la juridiction arbitrale et celle-ci remédie au défaut; c'est-à-dire: que la juridiction arbitrale rend une sentence complémentaire. C'est donc l'autorité judiciaire, qui doit saisir de nouveau la juridiction arbitrale (le renvoi est exclu dans le projet de Brioni, art. 36 al. 1 dernière phrase; mais le Comité juge utile de l'insérer). Un tel renvoi, qui vise à compléter la sentence, ne peut être prononcé que sur la requête d'une partie.

En ce que concerne le délai, dans lequel la sentence complémentaire doit être rendue, le délai originaire pour la prononciation de la sentence n'est plus en jeu. L'autorité judiciaire fixe un nouveau délai dans lequel la sentence complémentaire doit être rendue.
Si les parties sont d'accord, elles peuvent se présenter directement devant les arbitres pour demander une sentence complémentaire. L'opinion, qu'il ne serait pas nécessaire d'introduire une disposition spéciale pour le dire explicitement, n'est pas unanime. L'opinion est soutenue, qu'une disposition spéciale soit nécessaire à cause des lois anglaise et française. La question est encore laissée ouverte.

L'alinea 3 vise la correction de la sentence. Lorsque le vice, dont la sentence est atteinte, est un vice purement matériel (erreur de calcul, etc.), il peut être réparé sans toucher à la solution du litige lui-même. (David, Arbitrage p. 150). L'alinea 3 stipule qu'un tel vice peut être corrigé par l'autorité judiciaire.

Art. 30 (art. 36 Br.)

La sentence peut être annulée si la juridiction arbitrale n'a pas statué sur tous les points à elle soumis. L'autorité judiciaire, si elle maintient en ce cas la sentence, peut immédiatement régler les points non tranchés par la juridiction arbitrale, si elle trouve l'affaire en état et que les parties déposent des conclusions en ce sens.

Il peut également, à la requête de l'une des parties, renvoyer la sentence à la juridiction arbitrale, pour que celle-ci, dans un délai par lui fixé, rende une sentence complémentaire.

Une erreur purement matérielle dans la sentence peut être corrigée par l'autorité judiciaire.
L'art. 31 (art. 37 Br.) vise le cas où l'annulation d'une sentence peut être demandée après que la décision déclarant la sentence des arbitres exécutoire a acquis force de chose jugée. Lorsque la décision rendant la sentence des arbitres exécutoire a acquis force de chose jugée, l'annulation de cette sentence ne peut plus être demandée que pour les motifs indiqués à l'art. 29.

Par la modification de l'art. 29, il n'est plus nécessaire de maintenir la deuxième partie de l'alinéa 1 de l'article 29 (que la demande d'annulation dans ce cas est soumise aussi à la condition qu'elle est faite par "une partie, qui prouve que, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle s'est trouvée hors d'état de faire valoir dans la procédure antérieure le motif d'annulation qu'elle invoque").

Les dispositions édictées par les divers pays en ce que concerne le recours contre la décision de l'exequatur sont différentes. Le recours est admis dans quelques pays, tandis que dans d'autres pays, il n'est pas établi, c'est-à-dire que dans ces derniers pays, quand il y a chose jugée, on ne peut plus demander l'annulation de la sentence.

L'alinéa 2 stipule le délai dans lequel la nullité dans le cas de l'article 29 doit être demandée. La nullité doit être demandée dans "un délai de rigueur de trois mois à dater de la découverte de la fraude ou des pièces nouvelles". La nullité ne peut toutefois être demandée que pendant trois années depuis la prononciation de la sentence.
On pourrait adopter le système anglais, selon lequel la nullité doit être demandée dans six semaines; cependant le juge peut fixer un nouveau délai, si le premier c'est expiré.

Le Comité décide toutefois de ne pas changer pour le moment le délai de rigueur de trois mois adopté dans le Projet de Brioni.

Aussi pour le deuxième délai le Comité décide de main-
tenir pour le moment le délai prévu dans le Projet de Brioni: le délai, dans lequel l’annulation de la sentence peut être de-
mandée, est expiré en tout cas lorsque trois années se sont écoulées depuis la prononciation de la sentence. Ce délai sem-
ble à plusieurs membres du Comité trop long.

La question est soulevée si on ne devrait pas choisir un autre terme que "annulation" pour distinguer les moyens or-
dinares des moyens extraordinaires.

Comme le Comité ne voudrait pas prendre déjà mainte-
nant une décision au point de vue du délai, l’alinéa 2 reste pour le moment tel quel et le Comité le soumettra à la proch-
ne conférence à un nouvel examen.

Art. 31 (art. 37 Br.)

Lorsque la décision déclarant la sentence des ar-
bitres exécutoire a acquis force de chose jugée, l’ann-
mulation de la sentence ne peut plus être demandée que pour les motifs indiqués à l'article 29.

La nullité, dans le cas de l'article 29, doit être demandée dans un délai de rigueur de trois mois à dater de la découverte de la fraude ou des pièces nouvelles. Elle cesse de pouvoir être demandée lorsque trois années se sont écoulées depuis la prononciation de la sentence.
L'art. 32 établit la règle pour le cas où une partie avant même que soit écoulé le délai, dans lequel la sentence peut être attaquée, avait renoncé à faire valoir le vice dont la sentence est atteinte. En ce cas la partie ne peut plus demander la nullité de la sentence (al. 1).

Art. 32

Toutefois une partie ne peut pas être considérée comme ayant renoncé à exercer le recours contre la sentence, si elle a exprimé des réserves formelles au moment où ce vice est intervenu (al. 2).

On peut se demander si le deuxième alinéa s'appliquera aussi au cas où les réserves ne sont pas indiquées au procès-verbal; mais le Comité est contraire à ce que l'alinéa soit modifié.

L'al. 3 stipule que par la nomination d'un arbitre par une partie, cette partie ne peut pas être considérée d'avoir renoncé d'alléguer l'incompétence du Tribunal arbitral.

Art. 32 (art. 38 Br.)

La sentence ne peut être annulée à la requête d'une partie si cette dernière doit être considérée comme ayant renoncé à faire valoir le vice qu'elle invoque.

Une partie ne peut être considérée comme ayant renoncé à faire valoir un vice si, au moment où ce vice est intervenu, elle a exprimé des réserves formelles.

La nomination par elle d'un arbitre n'enlève pas à une partie le droit d'alléguer l'incompétence de la juridiction arbitrale.

L'art. 33 (39 Br.) stipule les règles sur les frais de l'arbitrage.

L'art. 33 al. 1 exige que les arbitres doivent établir dans leur sentence les frais de la procédure et fixer à laquelle des parties il incombe d'en supporter la charge. Ils doivent en outre établir la rémunération de chaque arbitre.

Le Comité avait décidé à Brioni que le terme "frais de procédure" sera envisagé selon la loi nationale qui s'applique à l'arbitrage. Toutefois le Comité est maintenant d'avis qu'il n'est pas opportun de créer à cet égard une différence entre les diffé
I.

les pays. En France, p. ex., "les arbitres ne peuvent pas faire entrer dans le calcul des dépens les honoraires alloués par l'une des parties à l'avocat qui a pu l'assister" (David, Arbitrage p. 112). Pour un remboursement de ces frais il faut ajouter une demande en dommages-intérêts. Aussi dans le système polonais, sous frais de la procédure ne sont pas compris les honoraires pour les avocats, mais d'autre part les frais qu'on doit faire pour entendre les témoins etc.

Le Comité est d'accord que les frais des parties sont compris dans: "frais de la procédure". Mais pour que soit bien établi que les arbitres doivent fixer toutes les dépenses faites pour l'arbitrage, le Comité choisit la formule: "dépens ou autres frais d'arbitrage et les honoraires des arbitres".

En ce qui concerne la détermination de la rémunération de chaque arbitre, en Italie p. ex. les arbitres la fixent en général eux-mêmes. Mais il arrive fréquemment que les arbitres préfèrent de confier au Tribunal d'établir le montant de leurs honoraires. Pour cette raison et pour donner en outre satisfaction au système anglais, le Comité décide d'ajouter comme deuxième phrase à l'art. 1 cette possibilité.

La deuxième phrase de l'al. 2 de l'art. 39 (Br.) avait stipulé que "les arbitres peuvent retenir la sentence jusqu'à leur paiement" système accepté en Angleterre. Cependant le Comité tient compte de ce qu'une telle disposition ne pourrait pas être adoptée par beaucoup de pays p. ex. l'Italie et décide de réserver cette question à la loi nationale.

La première phrase de l'al. 2 de l'art. 39 (Br.) établit que "les parties sont solidairement responsables du paiement des frais de la procédure et des honoraires". La pratique de certains pays, pour se soustraire du risque d'insolvabilité d'une ou des deux parties est, pour ce qui est trait aux frais de la procédure, d'imposer aux parties l'obligation de faire l'avance de ces frais (David, Arbitrage p. 113).
Le Comité est malgré quelques doutes d'avis de maintenir la disposition de l'al. 2 telle quelle.

L'al. 3 de l'art. 39 (Br.) règle le recours contre la décision des arbitres. Il établit que la décision des arbitres relative aux frais de la procédure et aux honoraires peut être attaquée en elle-même indépendamment du reste de la sentence.

Le Comité est contraire à insérer un délai pour cette demande et est d'avis qu'on doit laisser réservée cette question à la loi nationale des pays. Aussi le Comité est contraire à ce qu'on limite la possibilité d'attaquer la décision concernant les frais et honoraires aux cas prévus pour l'annulation de la sentence, c'est-à-dire ici seulement pour le cas où les arbitres ont agi au mépris des principes fondamentaux de la justice. Il se peut qu'un avocat ait demandé un honoraire extrêmement cher et qu'on doit donner à la partie la possibilité d'attaquer la décision à ce point.

Le Comité décide de remplacer la formule que la décision "peut être attaquée par les parties" par la formule "peut être attaquée par une partie".

Le Comité est d'avis que dans le cas où les arbitres ont demandé une provision elle est ensuite leur sentence est annulée, on doit suivre le droit commun.

L'al. 3 de l'art. 39 (Br.) devient phrase 2 de l'al. 2 Art. 33.

Art. 33 (art. 39 Br.)

La sentence se prononce sur les dépens ou autres frais de l'arbitrage et sur les honoraires des arbitres, et elle fixe qui doit en supporter la charge. La juridiction arbitrale peut toutefois remettre à l'autorité judiciaire la fixation des honoraires des arbitres.

Les parties sont solidairement responsables du paiement des honoraires et frais des arbitres. La décision relative à ces honoraires et frais peut être attaquée par une partie indépendamment du reste de la sentence.
Dispositions Générales

Art. 34

Le Comité soumet à l'examen la question du domaine d'application de la loi uniforme. Le Comité reconnaît que l'universalité de l'application de la loi uniforme, c'est-à-dire de soumettre à la loi uniforme tous les arbitrages, trouverait des obstacles insurmontables pour être adoptée par les différents pays. En conséquence le Comité est d'avis que pour le commencement on doit limiter le domaine d'application de la loi uniforme aux seuls arbitrages de caractère international, ce qui faciliterait l'introduction de la loi uniforme.

Toutefois le Comité est d'avis qu'il serait désirable à surmonter le dualisme juridique établi par une telle délimitation du domaine d'application de la loi uniforme et émet le vœu que les États adopteront le texte du projet comme loi intégrale en vue de créer une véritable uniformité des législations.

Puisque le projet ne s'appliquera qu'aux arbitrages ayant un caractère international, il faut établir le critère qui détermine ce caractère international. Le Comité est d'accord d'adopter comme tel critère le principe subjectif.

Le Comité est d'accord que pour ce critère le principe de la nationalité des parties ne devrait pas avoir une influence. Il se peut par ex. qu'un français résidant à Rome, fait un contrat avec un italien pour une marchandise à livrer à Rome; et bien qu'il s'agisse de deux parties de nationalités différentes, il n'y a rien d'international dans ce cas. Le Comité est donc d'accord d'établir comme critère la notion de la résidence habituelle, disposition analogue à celle du projet de la vente art. 6, avec la différence que le projet de la vente exige une seconde condition d'ordre subjectif pour l'application de la loi.

La suggestion est faite qu'il faudrait en outre établir une disposition pour les personnes morales.
L'al. 2 de l'art. 34 soumet l'application de la loi uniforme à la règle de forme que les parties doivent stipuler expressément l'application de la loi, formulation positive de la disposition de l'art. 9 al. 1 du Projet sur la vente, c'est-à-dire que la loi n'a pas un caractère impératif.

Art. 34

La présente loi est applicable:
1) lorsque les parties ont leur résidence habituelle dans des pays différents;
2) lorsque les parties ont stipulé expressément l'application.

L'art. 35 établit la règle destinée à remplir les lacunes de la loi uniforme. Il s'agit donc d'établir quelle est la loi compétente pour les questions qui ne sont pas réglées par la loi uniforme.

Art. 35

Le Comité est d'avis que les lacunes qu'il y a lieu de combler sont celles concernant des questions de procédure et qu'en peut laisser de côté les questions de fond.

L'opinion est soutenue au sein du Comité que toutes les questions non visées par la loi uniforme tombent dans le domaine de la loi du pays où les actes ont lieu; elles doivent être réglées d'après la loi de la procédure de ce pays, parce que les lois de la procédure sont des lois de droit public et que les parties ne peuvent pas changer les règles de la procédure qui sont en vigueur dans le pays où les actes ont lieu. Toutefois il existe des doutes si les parties ne puissent pas changer ces règles.

Comme le Comité n'arrive pas à une décision définitive, il accepte provisoirement la solution qu'on s'appuiera pour les lacunes de la loi uniforme sur la loi nationale.

Art. 35

Les actes de procédure qui ne sont pas visés par la présente loi, sont accomplis selon les formes prescrites par la loi du pays où ces actes doivent être effectués.
Le Comité aborde la discussion des questions pas encore réglées dans le projet.

La question est soulevée si on ne devrait pas établir expressément, que le projet ne règle pas les questions de droit matériel, ainsi que la question de la responsabilité des arbitres.

L'opinion est défendue qu'en ce que concerne la responsabilité des arbitres, la question serait déjà réglée et que la loi uniforme ne change en rien, à cet égard, le système en vigueur.

Dans les travaux préparatoires de la loi suédoise, on a considéré qu'il n'y avait pas lieu à régler la question de la responsabilité des arbitres dans la loi spéciale, étant donné qu'il y a des principes généraux à appliquer.

Il existe en outre la question, s'il ne faut pas établir un principe général sur la question du contrôle du tribunal. Mais le Comité est d'avis qu'il suffit ce qu'on a établi à ce sujet.

Le projet a réglé, dans les articles relatifs, la situation, si les parties veulent éliminer qu'une part des règles internationales, en établissant dans ces articles la formule: "säut stipulation contraire". Le Comité envisagera plus tard la question, s'il ne serait pas opportun d'introduire un article de caractère général, qui permet de déroger aux dispositions de la loi uniforme (voir le projet sur la Vente art. 9 al. 2).

En ce que concerne l'interprétation, le Comité ne juge pas nécessaire d'en introduire une disposition.

Est soulevée la question du calcul du délai, surtout la question s'il s'agit de jours francs ou non. Pour le délai établi par l'art. 31 il n'y aura pas de difficultés en ce que concerne le point de départ. Assus vague est le point de départ de l'art. 7 ("le jour où la lettre a dû normalement parvenir au destinataire"). Cependant il existe l'opinion au sein du Comité,
qu'il s'agit ici d'une question d'interprétation et que pour cette raison une disposition spéciale ne serait pas nécessaire.

En ce que concerne l'exequatur, le Comité se demande si on ne pourrait pas établir la règle que le juge de l'exequatur est le juge de la nullité. Mais le Comité ne réussit pas à se mettre d'accord sur ce point.

Il reste la question si on doit envisager que la demande d'annulation peut être faite dans la procédure.

D'autre part le Comité se met d'accord, qu'on doit établir, qu'au moment où la demande d'annulation est présentée, l'autorité judiciaire doit suspendre la concession de l'exequatur. L'autorité compétente est celle du lieu où la sentence a été prononcée.

En conclusion de ses travaux le Comité décide de discuter à la prochaine conférence, en ce que concerne les dispositions générales, surtout les questions suivantes:

I. - Délimitation de l'objet de la loi uniforme.

1. - Universalité ou spécialité. Exclusivité ou cumul.
   Bifurcation: arbitrage international - arbitrage interne.

2. - Questions non réglées par la loi uniforme (p.e., reten
tion de la sentence, responsabilité des arbitres, ex-
cclusion de certaines catégories de personnes comme ar-
bitrés, "special case" d'après la législation anglaise
etc.)

II. - Dispositions générales et règles d'interprétation.

1. - Caractère dispositif de la loi uniforme (cf. art. 9
du Projet d'une loi internationale sur la Vente,
art. 34 N°. 2 des Premières lignes d'un Avant-projet
de la loi uniforme sur l'Arbitrage.
2.- Formulaires. Clauses typiques.
3.- Calcul du délai (Art. 12 du Projet d'une loi internationale sur la Vente).
4.- Arbitrage institutionnel.
5.- Contrôle des tribunaux.
6.- Nationalité de la sentence. La loi compétente.
   (le lieu de la première réunion? le lieu où la sentence a été rendue?)
7.- Universalité ("ubiquité") et libre circulation de l'exequatur. Comparaison avec le système de Genève.
   L'exequatur n'est pas lié au lieu où la sentence a été rendue.
8.- Le juge de l'exequatur et le juge d'annulation. Identité ou, dédoublement?